

RUBRIQUE 6 : AUTO-EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°4 DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

En synthèse, Le projet de modification simplifiée souhaité par la municipalité de Villeneuve-de-Berg consiste à modifier le règlement écrit :

- L'article UC6 relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :

Tel que rédigé cet article impose une distance de plus de 6 mètres des voies publiques pour l'édification des constructions principales, leurs extensions et leurs annexes. Cette distance contraint la municipalité à refuser des projets de constructions sur des parcelles dont les dimensions ne permettent pas d'appliquer cette règle, empêchant notamment la densification de zones urbaines existantes. Aussi, cette prescription s'avère trop contraignante et ne répond plus, à l'usage, au projet souhaité par la municipalité.

- L'article UC11 relatif à l'aspect extérieur des constructions, notamment les prescriptions concernant les menuiseries :

L'article UC11 du règlement écrit, dans les prescriptions concernant les façades, interdit les menuiseries de couleurs blanches. Or, les zones UC comprennent les quartiers d'urbanisation récente les plus éloignés du centre-ville, de densité faible où les constructions sont édifiées en ordre discontinu. Les règles d'aspect extérieur y ont été définies de manière à être plus souple, moins prescriptives vis-à-vis des zones UA et UB. Aussi il n'apparaît pas, à l'usage, nécessaire d'interdire les menuiseries de couleurs blanches dans ces zones.

- Les articles UB11 et UC11 relatifs à l'aspect extérieur des constructions, notamment les prescriptions concernant les clôtures :

Dans le règlement écrit, concernant l'édification des clôtures, l'article UB11 interdit les murs bahuts surmontés de grillage ou de balustrade et l'article UC11 interdit les murs pleins à l'exception des murs bahut d'une hauteur de 50 cm maximum. Il s'avère que ces deux types de clôture pourraient être autorisés en zone UB et UC sans porter préjudice à la qualité paysagère de celles-ci ; les limites de hauteur en limite publique ou privée étant par ailleurs les mêmes dans les deux zones.

- Les articles UB11, UC11, AUo11, N11, A11 relatifs à l'aspect extérieur des constructions, notamment les prescriptions concernant l'implantation des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques en toiture :

Le règlement écrit du PLU indique notamment dans les zones UB, UC, AUo, N, A (pour les constructions à vocation d'habitation existantes, leurs extensions et annexes autorisées) que «Les panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques sont autorisés à condition d'être encadrés dans les plans de la toiture et de faire l'objet d'une composition soignée s'intégrant à l'architecture (...)».

Cette prescription apparaît à l'usage trop contraignante : la municipalité souhaite permettre l'implantation de panneaux solaires, qu'ils soient intégrés ou non à la toiture.

Par ailleurs, il est employé pour les zones Ap, Ni et UL le terme de «capteurs solaires», qui sera remplacé par celui de «panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques» afin d'éviter toutes interrogations et confusions entre les différents termes.

- Les articles UB2, UC2, AUo relatifs aux occupations et utilisations soumises à des conditions particulières :

La municipalité souhaite encadrer la pose de panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques au sol dans les zones UB, UC et AU afin de limiter l'impact paysager des ces équipements.

L'auto-évaluation consiste à s'interroger sur le projet aux regards des 11 questions suivantes :

1. La procédure a-t-elle des impacts susceptibles d'affecter significativement un site Natura 2000 ?
2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?
3. La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?
4. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?
5. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?
6. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?
7. La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?
8. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?
9. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?
10. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?
11. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

- En ce qui concerne la modification relative à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, celle-ci ne concerne que la zone UC, déjà urbanisée. Elle permettra d'autant plus la construction d'extension et d'annexe aux bâtiments existants que de nouvelles constructions à vocation d'habitat. Par conséquent, nous pouvons conclure que cette modification du règlement écrit n'a aucune incidence, aucun impact notable au regard des 11 questions précédentes.

- En ce qui concerne les modifications du règlement concernant les menuiseries, les clôtures et l'implantation des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques en toiture, celles-ci ne concernent que l'aspect extérieurs des constructions et permettent à la municipalité d'adapter le règlement aux usages, sans nuire à la qualité paysagère et au patrimoine bâti existant. Les modifications apportées ont par ailleurs été étudiées en prenant en compte le règlement graphique et écrit de l'AVAP. Par conséquent, nous pouvons conclure que ces modifications du règlement écrit n'ont aucune incidence, aucun impact notable au regard des 11 questions précédentes.

- En ce qui concerne la modification des articles UB2, UC2 et AUo2 relatifs aux occupations et utilisations soumises à des conditions particulières, elle a pour objectif d'encadrer la pose de panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques au sol dans les zones UB, UC et AU afin de limiter l'impact paysager de ces équipements. Par conséquent, nous pouvons conclure que ces modifications du règlement écrit n'ont aucune incidence, aucun impact notable au regard des 11 questions précédentes.

Au regard de la faible importance des modifications apportées au règlement écrit, nous pouvons affirmer que la modification simplifiée n°4 du PLU de Villeneuve-de-Berg est sans incidences sur l'environnement. Il n'apparaît donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la présente modification simplifiée n°4 du PLU.